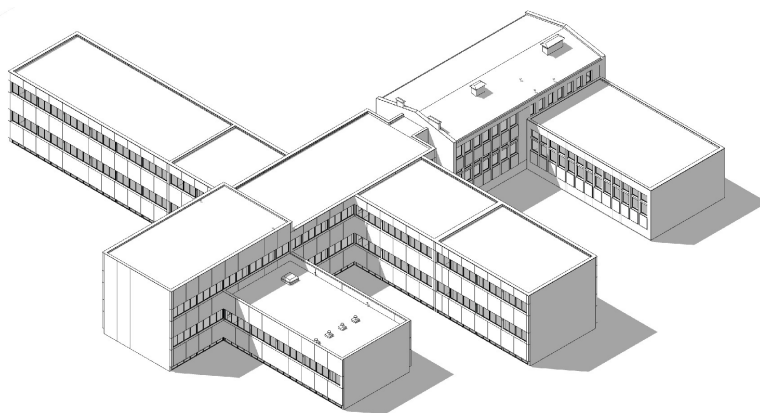




## CEREMA - STRASBOURG

1 rue jean Mentelin

67200 STRASBOURG



**ARCHITECTE :**  
ECHO ARCHITECTURE  
20 rue des Foulons  
67200 Strasbourg  
Tél : 09 62 67 12 23  
Mél : info@echo-archi.com



**ECONOMISTE DE LA CONSTRUCTION :**  
AGORA MO  
31J Victor Schoelcher  
68200 MULHOUSE  
Tél : 0389 458 286  
Mél : agoramo68@gmail.com

**BE STRUCTURE :**  
IH INGENIERIE  
15 rue Poincaré  
68100 MULHOUSE  
Tél : 03 89 44 20 61  
Mél : contact@ih-ingenierie.fr



**BE FLUIDES :**  
LARBRE INGENIERIE  
12 C Chemin de la Hardt  
68080 INGERSHEIM  
Tél : 03 89 80 39 69  
Mél : bet68@larbre-ingenierie.fr

**COORDONNATEUR SECURITE CHANTIER :**  
QUALICONSULT SECURITE - ALSACE &  
FRANCHE-COMTE  
19 rue des Cigognes  
67960 ENTZHEIM



**MAITRE D'OUVRAGE**  
CEREMA DTER E  
1 Ile du Saulcy  
CS 30855 Dir Ter Est Bat C  
57045 METZ CEDEX 1

**Lot n°0**

**CCTG - CCTP GENERALITES COMMUNES A  
TOUS LES CORPS D'ETATS**

**CCTP**

Dossier	2024.09.23
Date	07/10/2025
Phase	DCE
Indice	C

## 0.1 **GENERALITES COMMUNES A TOUS LES CORPS D'ETATS**

Ce cahier est un document qui complète les Devis Descriptifs des différents lots, et ne peut, en tout état de cause, être dissocié de ces documents. Dans le cas de manque de concordance entre ces divers documents, les descriptifs particuliers à chaque corps d'état ont priorité sur ce cahier.

Dans le cas d'éventuelles contradictions entre le C.C.A.P. et le présent document, ce sera toujours le C.C.A.P. qui primera.

### 0.1.1 **OBJET DU CCTP**

Le présent document a pour objet l'exécution des travaux de CCTG - CCTP GENERALITES COMMUNES A TOUS LES CORPS D'ETATS à réaliser dans le cadre de travaux de RENOVATION DE TOITURE ET ISOLATION, CEREMA a STRASBOURG

Les prestations à la charge du présent lot comprennent tous les travaux de CCTG - CCTP GENERALITES COMMUNES A TOUS LES CORPS D'ETATS, ainsi que tous travaux annexes et accessoires nécessaires à la finition complète et parfaite de l'œuvre dans le cadre des pièces contractuelles et de la réglementation en vigueur.

L'ensemble des chapitres et suivants présente le descriptif détaillé qui recense l'ensemble des opérations qui composent la rémunération de l'entrepreneur.

L'entrepreneur s'attachera à intégrer dans ces opérations l'ensemble des éléments mentionnés au présent CCTP et ne pourra en aucun cas baser la réalisation de sa mission sur les seuls éléments de ce descriptif. Il devra comme stipulé à l'article prendre en considération le caractère non limitatif du présent CCTP

Les travaux se dérouleront sur construction existante et en site occupé.

#### 0.1.1.1 **OBLIGATIONS ET CONFORMITES**

##### 0.1.1.1.1 Acoustique

Sans objet

##### 0.1.1.1.2 Thermique

respect de la réglementation thermique sur bâtiment existant.

##### 0.1.1.1.3 Labels, Marques et Certification

- Label Ecologique : FCS (bois exotique) ou PEFC (bois européens)
- ECO Label Européen 

##### 0.1.1.1.4 Etanchéité à l'air

Sans objet

##### 0.1.1.1.5 Réglementations

- Code de l'environnement
- Code de la Construction et de l'Habitation
- Code de l'Urbanisme
- DTU / ATEC ou ATEX et avis techniques européens
- Règles professionnelles
- Normes françaises et européennes en vigueur

La construction et les divers aménagements seront réalisés en conformité avec les dispositions réglementaires correspondantes à ces classements, ainsi qu'aux réglementations de la Ville de STRASBOURG.

### 0.1.2 **OBSERVATION GENERALES**

#### 0.1.2.1 **Caractère non limitatif du CCTP - Divergences plans/CCTP**

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) rassemble les données, prescriptions, caractéristiques, performances et spécifications, d'ordre technique, que le Maître d'œuvre a jugé nécessaire de formuler en complément des règles de l'art, pour s'assurer de la bonne exécution des travaux dans le cadre des objectifs fixés par le Maître de l'ouvrage.

Quel que soit la forme du marché, tout intervenant (entreprise, consultant, bureau de contrôle, etc.) et ses sous-traitants, appelé à participer à la construction de l'ouvrage, à quelque titre que ce soit et quel que soit sa relation contractuelle, est tenu d'avoir pris parfaite et entière connaissance, dans sa totalité, du CCTP et des plans joints au présent dossier

#### Contradiction entre pièces écrites et plans

- En cas de contradiction entre deux documents du marché, ou lorsqu'une indication ne figure que sur certaines pièces du marché et sont omises sur d'autres, l'entrepreneur est tenu de signaler, s'il s'en rend compte, cette contradiction avant la signature de son marché.  
Dans tous les cas d'ambiguïté entre les pièces, l'entrepreneur devra respecter la solution la plus favorable pour le Maître d'Ouvrage.  
Il est donc précisément stipulé qu'en cas de contradiction entre plusieurs pièces écrites ou graphiques, ce sera le terme le plus contraignant qui prévaudra en toutes circonstances, et, en particulier pendant les travaux.

#### 0.1.2.2 Observations à tous les corps d'états

L'ensemble des pièces remises aux entreprises sont des documents de principe, tant en plans, qu'en dimensions, et quantités à contrôler.

Les entreprises ont à leur charge les calculs d'exécution et plans, les options définitives du système constructif, des matériels et matériaux, qui seront à soumettre à l'approbation du maître d'ouvrage, maître d'œuvre et bureau de contrôle.

L'ensemble des pré-dimensionnements étant donné à titre indicatif et non définitif, la fonction ultime est à la charge de l'entreprise et de son ressort.

De par leurs qualifications, il appartient aux entreprises de prévoir le détail des sujétions et ouvrages nécessaires à la réalisation parfaite de leur marché.

Les entreprises sont tenues de se rendre sur site et faire leur propre état des lieux. (Environnement, niveaux des terrains, réseaux, ...).

Les entrepreneurs ne pourront faire état après remise et réception de leurs offres, d'une discordance éventuelle qu'ils n'auraient pas signalée par écrit, ou de la méconnaissance des lieux et de l'état de l'ensemble du terrain.

Avant toute exécution :

Les entrepreneurs sont tenus de vérifier les côtes figurant au dessin et sur place, et de signaler au maître d'œuvre, les erreurs qui pourraient être constatées, faute par l'entrepreneur qui resterait seul à en supporter les conséquences.

De procéder à un état des lieux contradictoire à la mise à disposition du terrain et des locaux, signé par les corps d'états concernés.

Tous les détails de construction, complètement décrits ou non, font partie intégrante du prix global au marché consenti, pour réaliser une construction conforme : aux normes, règlements, décrets, arrêtés, en vigueur, avec obligation de garantie d'obtention de résultat.

S'il existait quelque omission ou erreur dans le présent descriptif, l'entrepreneur sera tenu de la réparer par sa connaissance des règles de l'art, sa qualification, et de prévoir à son prix les montants des travaux indispensables à la terminaison des travaux, avec pour obligation d'obtention de résultat d'une prestation complète en ordre de fonctionnement, conforme aux caractéristiques de bases demandées, dans l'ordre général et par analogie avec ce qui est décrit, en accord le maître d'ouvrage .

Les côtes, dimensions, sections, références données à titre indicatif dans les CCTP doivent être vérifiées par l'entreprise qui est tenue de signaler au maître d'œuvre les discordances éventuelles qui pourraient exister entre le descriptif quantitatif et les ouvrages à exécuter, et qui seraient de nature à nuire à la parfaite réalisation de ses propres ouvrages.

Dans le même esprit, les divergences d'interprétation que pourraient éventuellement soulever certaines dispositions des plans, descriptif, quantitatif seraient exécutées conformément aux avenants techniques de références en vigueur au jour d'exécution, sans pour autant entraîner de modification au prix global et forfaitaire des marchés consentis.

L'entrepreneur ne pourra prévoir des fournitures ou des travaux inférieurs aux spécifications du projet.

Ainsi il est précisé que par le fait de soumissionner, l'entreprise reconnaît qu'elle a une parfaite connaissance du projet, et ce, de façon complète.

L'entreprise doit donc connaître, non seulement les pièces contractuelles, plans, CCTP, quantitatif de son propre corps d'état, mais également tous les documents techniques ayant une incidence sur son corps d'état.

Aucun avenant ne sera accepté pour la réalisation complète des prestations, avec obligation d'obtention de résultat. L'engagement étant global et forfaitaire, tous les travaux nécessaires à la bonne exécution des ouvrages sont réputés prévus au marché.

Seules les modifications demandées après signature des marchés par le maître d'œuvre en accord avec le maître d'ouvrage, pourront faire l'objet d'avenant.

L'entreprise a la responsabilité de la conservation de ses approvisionnements, en usine, atelier ou sur le chantier, et de ses travaux. Responsabilité qu'elle garde jusqu'à la réception des travaux.

Cette responsabilité porte sur tous les dégâts, que pourrait subir sa prestation, pendant qu'elle en a la charge et ce, qu'elle que soit la cause des dégâts.

L'entrepreneur est notamment responsable des dégâts qui seraient éventuellement causés par la gelée, les inondations, tempêtes, ...

L'entrepreneur est en outre pleinement responsable à l'égard des tiers de tous dommages matériels et corporels susceptibles d'être provoqués par sa prestation.

Pour les qualifications, les entreprises se reporteront aux demandes reprises dans le Règlement de Consultation

#### 0.1.2.3 Décomposition en lots

Lot n°0 CCTG - CCTP GENERALITES COMMUNES A TOUS LES CORPS D'ETATS  
Lot n°1 ECHAFAUDAGE  
Lot n°2 COUVERTURE  
Lot n°3 ETANCHEITE

#### 0.1.2.4 Pièces composant le dossier marche (documents à fournir par l'Entrepreneur)

Voir C.C.A.P

#### 0.1.2.5 Dévolution des marchés

Voir C.C.A.P

#### 0.1.2.6 Planning- tranches de travaux

L'Entrepreneur prend toutes ses dispositions pour exécuter les travaux suivant le planning d'exécution. Il ne pourra réclamer aucun supplément du fait de difficultés qu'apporteraient les tranches et phases de travaux puisqu'il a pleine connaissance des lieux et du dossier qui comprend : les plans, les pièces Administratives et Techniques.

Il devra prévoir dans son prix toutes les sujétions de reprises, de conservations et de confortations des parties de constructions, nécessaires pour les travaux prévus, et tenir compte des sujétions quant à son installation de chantier.  
Voir planning en pièce jointe.

#### 0.1.2.7 Textes et documents de références

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois M0 d'établissement défini au C.C.A.P. et Acte d'engagement.

Les travaux décrits dans le présent cahier seront régis par (liste non exhaustive) :

- Le PGC, Plan Général de Coordination, tenu à jour pendant toute la durée de l'opération, reprenant en harmonisant les " PPSPS " et plans de prévention et autres dispositions du code du travail (ex : amiante) PGC qui conditionne de même la mission du Coordonnateur .
- Le "PGC" pourra être consulté sur le chantier par les personnes qui y sont habilitées
- Les normes AFNOR homologuées par arrêtés ministériels
- Les normes UTE
- Les prescriptions techniques générales, constituées par les documents REEF, avec leurs différentes mises à jour, éditées par le CSTB et comprenant notamment :
  - - Les règlements de construction en vigueur, notamment le code de la construction et de l'habitation et décret 595 96 du 14/06/69.
  - Le code du travail.
  - Les DTU avec leurs règles de calculs.
  - Les différents cahiers de charges.
  - Tous les cahiers des charges particulières et générales se rapportant au marché proprement dit.

Toutes les constructions seront édifiées conformément aux règlements de construction en vigueur au jour d'exécution, et se rapportant notamment :

- - A la sécurité, à l'isolation acoustique, à l'aération, au chauffage, à la protection contre l'incendie, et à la tenue au feu des bâtiments, et plus particulièrement aux décrets et arrêtés :
  - Décrets 69 596 du 14/05/69 et décrets modificatifs ou complémentaires, fixant les règles générales de construction des bâtiments d'habitation avec les différents arrêtés s'y rapportant.
  - Arrêté du 10/09/70 relatif à la classification des façades vitrées par rapport au danger d'incendie.
  - Règlement sanitaire départemental.
  - Aux arrêtés Préfectoraux.
  - Décret et arrêté du 10/04/74 relatif à l'isolation thermique, modifié et complété par les arrêtés du 05 Avril 1988, mise en application du 01/10/89.
  - Réglementation et aération des logements, arrêtés du 24/03/82, et 28/10/83.
  - Arrêté du 06 octobre 1978 modifié le 23/02/83, concernant l'espace extérieur.
  - Arrêté du 10 juin 1980 relatif aux prêts d'aide par l'état pour le financement de l'isolation renforcée.
  - Aux réglementations en vigueur pour les Personnes à Mobilité Réduite.

D'une manière générale, les travaux devront être exécutés en conformité avec les dispositions du code des arrêtés municipaux, et en particulier de la réglementation relative aux emprises sur la voie publique.

Les ouvrages traditionnels seront exécutés conformément aux prescriptions des différents cahiers des charges et règles de calcul dit " Documents Techniques Unifiés " indiqués au paragraphe 2.1 du CPB.

Néanmoins, les entreprises seront tenues de prendre en considération toute nouvelle norme, dont la date d'application est antérieure à la date de mise en exécution des ouvrages.

Les procédés et matériaux non traditionnels préalablement agréés par le maître d'ouvrage, devront avoir bénéficié de l'avis technique du CSTB, être mis en œuvre aux conditions et recommandations, et de ces avis techniques valides au jour d'exécution.

De la même manière, tous les entrepreneurs devront suivre les instructions, recommandations et cahiers des charges des fabricants de matériaux et produits manufacturés, en ce qui concerne : leur stockage, leur emploi et mise en œuvre.

En cas d'assurances spéciales complémentaires des fabricants au-delà de garanties légales, l'entreprise sera tenue de fournir avant l'exécution des travaux, les attestations nécessaires au maître d'ouvrage et maître d'œuvre.

**Nota** : L'énumération de certains DTU et normes, en tête de la description des différents corps d'état, n'exclut pas ces derniers du champ

d'application de l'ensemble des documents mentionnés ci-dessus, et n'exclut aucun autre texte normatif applicable au type de programme concerné, ainsi qu'aux travaux de chacun des corps d'état.

L'entrepreneur étant par définition un technicien connaissant les règles de l'Art, il devra vérifier les documents du marché. L'offre qu'il remet est réputée prendre en compte tous les travaux nécessaires pour être conformes aux règles de l'Art.

Tous les documents graphiques remis à l'entrepreneur pour l'exécution des ouvrages doivent être examinés avant tout commencement de chiffrage par l'entreprise. L'entrepreneur devra donc signaler les dispositions qui ne lui paraîtraient pas en rapport avec la solidité, la conservation des ouvrages, l'usage auquel ils sont destinés ou l'observation des règles de l'Art, des réglementations et des normes de toutes natures en vigueur.

#### 0.1.2.8 **Vérification des cotes - implantation**

L'Entrepreneur devra, avant le démarrage des travaux, vérifier toutes, les cotes, dessins, les plans des ouvrages existants et signaler immédiatement au Maître d'œuvre les erreurs ou omissions qu'il pourrait découvrir.

Faute par l'Entrepreneur de ne pas se conformer à ces prescriptions, il demeure entendu qu'il ne pourra présenter aucune réclamation à leur sujet, tant en ce qui concerne les documents communiqués, que les dessins d'exécutions, et restera entièrement responsable de toutes les erreurs relevées en cours d'exécution qui en résulteraient. Quoi qu'il en soit, le fait par l'Entrepreneur d'exécuter, sans en rien changer, suivant ce qui est dit aux paragraphes ci-dessus, les prescriptions des documents remis par le Maître d'œuvre ne peut atténuer en quoi que ce soit sa pleine et entière responsabilité de Constructeur.

L'entreprise devra toujours effectuer, à ses frais et sous sa responsabilité, par le géomètre expert désigné ou validé par la Maîtrise d'ouvrage, tous les tracés d'implantations de ses ouvrages suivant les plans et les instructions que le Maître d'œuvre lui donnera.

Dans le cas d'entreprises séparées pour les terrassements et les fondations, les Entrepreneurs de ces lots spéciaux devront faire effectuer, à leurs frais, par le géomètre expert, tous les tracés d'implantations nécessaires pour leurs travaux, et dans les mêmes conditions que le paragraphe ci-avant.

#### 0.1.2.9 **Prestations explicitement ou implicitement décrites**

Les travaux de chaque corps d'état comprendront les ouvrages et fournitures nécessaires à l'achèvement complet des travaux projetés, excepté les spécifications contraires du devis descriptif.

L'Entrepreneur pourra exposer, dans une annexe à sa soumission, les modifications qu'il propose d'apporter de sa propre initiative au devis descriptif pour l'emploi d'un système de construction qui lui paraît préférable à celui projeté sous réserve que le procédé exposé, à qualité égale, soit d'un prix inférieur au projet du Maître d'œuvre. Le cas échéant, il joindra à sa proposition une déclaration affirmant qu'il a bien et dûment la propriété industrielle du procédé ou des équipements qu'il propose et que si cette propriété venait à lui être contestée, il garantit le Maître de l'ouvrage contre tous les recours qui pourraient être exercés, à ce sujet, par des tiers quelconques.

Les équipements et appareillages prescrits dans les logements et les parties communes, ne pourront être modifiés sans accord du Maître d'ouvrage.

L'Entrepreneur devra donc prévoir, outre les travaux décrits au devis descriptif, ceux découlant implicitement de l'exécution des travaux projetés, suivant les plans remis et les obligations diverses.

#### 0.1.2.10 **Coordinateur Sécurité Prévention Santé**

Toutes les Entreprises et sous-traitants sur ce chantier, auront à prendre en compte toutes les observations émises par le coordonnateur S.P.S. pour la bonne exécution des ouvrages.

##### 0.1.2.10.1 **Coordinateur SPS**

La mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé est confiée à :

QUALICONSULT SECURITE - ALSACE & FRANCHE-COMTE  
19 rue des Cigognes  
67960 ENTZHEIM  
désigné dans le présent document "coordonnateur S.P.S.".

#### 0.1.2.11 **Prise de possession du chantier**

Du fait de la remise de son offre, chaque entrepreneur est réputé s'être rendu sur les lieux du chantier pour connaître les dispositions des lieux, les possibilités d'accès, les dispositions qu'il a à prendre pour ses installations de chantier et ses stockages, les servitudes dues à l'environnement, aux règlements des voiries, etc...

En conséquence, il n'est jamais alloué de supplément quelconque pour sujétions inhérentes à la prise de possession du chantier qui, bien que non précisées ou imparfaitement précisées aux documents contractuels s'avèreraient nécessaires.

Lors de l'exécution des travaux, toutes les précautions seront prises, et les protections nécessaires réalisées pour qu'au jour fixé pour la réception, les abords et les ouvrages existants et/ou créés soient laissés dans un parfait état de propreté sans gravois, débris, matériaux, etc., et parfaitement remis en état.

Chaque entreprise assurera un nettoyage soigné, après réalisation de ses travaux. A la suite de sa dernière intervention si le nettoyage n'est pas effectué, le Maître d'œuvre pourra en exiger l'exécution.

#### 0.1.2.12 **Alimentation en Eau - Electricité**

Le maître d'ouvrage mettra à disposition des entreprises :

- de l'eau , branchement borne incendie, avec demande de compteur au service des eaux de la ville de Strasbourg
- de l'électricité en fonction de la disponibilité sur site. A charge de l'entreprise d'avoir recours à un groupe électrogène

La distribution jusqu'aux zones de chantier reste à charge des entreprises.

L'éclairage des zones de chantier réglementaire suivant la norme NF P 03-001

#### 0.1.2.13 **Clôtures du chantier extérieures**

Toutes les démarches auprès des Services intéressés pour obtenir les autorisations et, éventuellement, pour la circulation et le stationnement des camions, sont à charge de chaque entreprise y compris, tous les frais et redevances divers résultants des permissions de voirie obtenues pour les clôtures, dépôts de matériaux, droits de voiries, etc....

Les entrepreneurs ne pourront prétendre à aucune indemnité supplémentaire pour toutes palissades, trottoirs provisoires. Etc..., qui pourraient être nécessaires à la suite de la stricte application des règlements de Police, tant sur les barrières, les échafaudages et les différents engins de levage mis en œuvre sur le chantier, et autres.

De plus, ils devront assurer, si nécessaire, la surveillance de la voie publique pendant certains travaux dangereux, pour la sortie et la rentrée des camions en cas de nécessité provoquée par l'intensité de la circulation et tous les nettoyages nécessaires des voies publiques salies par ses transports ou ceux des autres corps d'état (enlèvement de terres et de pierres, en particulier).

Chaque entreprise devra la réparation par ses soins du sol des voies publiques détérioré par ses travaux. Dans le cas où les Services Municipaux désireraient procéder eux-mêmes à l'exécution de ces réparations. Le paiement à ces Services serait assuré par l'Entrepreneur.

Les réparations sont strictement limitées aux dégradations causées par les entreprises travaillant sur le chantier.

#### 0.1.2.14 **Bureau de chantier**

Le bureau de chantier, sera mis à la disposition du Maître d'œuvre et du maître d'ouvrage pour la direction générale des travaux.

#### 0.1.2.15 **Nettoyages - Gravois**

Le chantier devra être tenu en parfait état de propreté. Un nettoyage général hebdomadaire sera régulièrement effectué la veille du jour du rendez-vous du Maître d'œuvre pour en permettre le contrôle. Les gravois provenant des nettoyages seront enlevés immédiatement en centre de tri agréé.

Le Maître d'œuvre exigera un chantier net, débarrassé de tous déchets de bois, principalement ceux garnis de clous et tous matériaux et matériels inutilisables qui devront être regroupés dans des points précis.

Les entrepreneurs des différents corps d'état auront à leur charge le nettoyage des locaux, la descente et l'enlèvement des gravois de leurs propres travaux jusqu'aux centre de tri agréé.

Les gravois de provenance indéterminée seront évacués, sur ordre de service du Maître d'œuvre, en tenant compte que les frais en découlant seront imputés au compte prorata.

#### 0.1.2.16 **Bruits de chantier**

Les entreprises devront se conformer strictement à la réglementation en vigueur, relative aux bruits émis par les chantiers.

Les entrepreneurs doivent prendre en compte que l'établissement restera en exploitation tout au long du chantier.

Les travaux bruyants ne seront acceptés que pendant des plages horaires limitées (après la fermeture en soirée et avant l'ouverture en matinée).

#### 0.1.2.17 **Compte Prorata**

La tenue du compte Prorata est confiée à l'entreprise du lot 02 Couverture

Celle-ci constituera la commission de Gestion du Compte Prorata chargée de la surveillance des dépenses communes et affectation.

Une convention du Compte Prorata assortie du devis prévisionnel des dépenses sera proposée aux entreprises des autres corps d'état qui devront obligatoirement la viser et l'approuver sous 15 jours après mise au point et diffusion de cette convention par l'entreprise du lot 02.

La Convention du Compte Prorata sera applicable de plein droit à la fin de ce délai, à toutes les entreprises ayant, ou non, approuvé ladite convention.

Les entreprises sont réputées avoir inclus dans leur prix forfaitaire la rémunération du Compte Prorata et auront obligation de se soumettre aux échéances des paiements émises par l'entreprise chargée de la tenue du Compte Prorata.

Toutes les entreprises devront s'acquitter de leur quote-part aux frais généraux de chantier, et ce, avant les travaux de réception préalable des ouvrages.

Les différentes charges et responsabilités seront suivant la norme NF P 03.001, Annexes A, B et C.

Le Maître d'Ouvrage et le Maître d'œuvre n'auront pas à connaître le détail du compte prorata.

#### 0.1.2.18 **Matériaux - appareils - ouvrages**

Il ne sera employé sur ce chantier que des matériaux de premier choix provenant d'usines ou de lieux de production agréés par le Maître d'œuvre et le Maître d'ouvrage.

Les matériaux, appareils et autres fabrications industrielles, proviendront rigoureusement des usines prévues au devis descriptif.

Toutes substitutions effectuées sans accord du Maître d'œuvre et du Maître d'ouvrage, seront sanctionnées par un ordre de démolition des éléments construits avec leur reconstruction aux frais de l'entreprise en matériaux, matériels, appareils et autres, conformes à la demande du CCTP.

Si l'entrepreneur propose un autre matériau que celui demandé, il devra recevoir l'agrément préalable du Maître d'œuvre et du Maître d'ouvrage, sur présentation d'échantillons et de documentations techniques démontrant que le matériau ou matériel proposé est équivalent à celui prescrit dans le CCTP.

Cependant les équipements ou appareillage des logements et parties communes ne pourront être modifiés, sans validation du Maître d'ouvrage.

Tous ouvrages non conformes aux plans et aux pièces écrites, seront également sanctionnés par un ordre de démolition, aux frais de l'entreprise concernée

Toutes les conséquences techniques, financières et autres, pouvant survenir par le fait de démolitions d'ouvrages non conformes aux plans et aux pièces écrites, seront supportées par l'entreprise responsable.

**Rappel :**

D'une manière générale et pour la gestion de la qualité durant l'exécution, la Maîtrise d'œuvre demandera des fiches d'Autocontrôles aux Entreprises.

**0.1.2.19 Matériel outillage équipement**

Les entreprises ont la charge et la responsabilité d'approvisionner, d'installer et d'entretenir tous matériels, véhicules, outillages et équipements nécessaires à la réalisation de leurs travaux.

**0.1.2.20 Coordination entre entreprises**

Les entrepreneurs des différents corps d'état sont tenus de prendre connaissance des CCTP de l'ensemble des autres corps d'état de façon à :

- Remettre un prix global et forfaitaire
- Assurer une coordination parfaite dans leurs interventions respectives
- Connaître exactement la limite des ouvrages dans leurs propres corps d'état.

Tout entrepreneur, quel qu'il soit, se doit de remettre à tout autre entrepreneur, tous les éléments que ce dernier réclamerait pour la bonne coordination des travaux avec toutes les entreprises, mais chaque entreprise devra remettre en plus tous les renseignements, croquis, dessins et calculs de tous détails qu'il jugera utile et nécessaires pour les autres corps d'état, du fait de ses propres travaux. L'entrepreneur ne donnant pas les éléments nécessaires en temps voulu sera responsable de toutes les conséquences techniques juridiques et financières en découlant.

**0.1.2.21 Sécurité sur Site**

LES ENTREPRISES DEVRONT ASSURER, A TOUT MOMENT, LA SECURITE PUBLIQUE ET CELLE DE TOUS LES OUVRIERS. (Echafaudages, protections, etc...)

Dans le cadre des textes législatifs et réglementaires relatifs au développement de la prévention des accidents de travail, il est rappelé que chaque entrepreneur est tenu de prendre les mesures prescrites par le Code du Travail et les textes pris pour son application en matière d'Hygiène et de Sécurité.

- Code du Travail, titre 3, hygiène, sécurité et conditions de travail,
- Loi n° 931418 du 31 décembre 1993 : dispositions particulières applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil,
- Décret n° 941159 du 26 décembre 1994 : intégration de la sécurité et organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé lors des opérations de bâtiment ou de génie civil

**Rappel :**

- Chaque entreprise dispose de 30 JOURS à compter de la réception du contrat signé par le maître d'ouvrage, pour transmettre son "PPSPS "

- Ce " PPSPS " est adressé au coordonnateur et au maître d'ouvrage avant le début des travaux.
- Le coordonnateur de réalisation procédera avant remise du " PPSPS ", avec chaque entreprise, à une inspection commune du chantier.
- Les entreprises en tout état de cause devront se conformer aux observations et décisions du coordonnateur, sans pouvoir prétendre à aucun supplément au marché consenti.

Pour cette opération, un coordonnateur de sécurité, qui a établi le P.G.C. joint au dossier, est nommé :

QUALICONSULT SECURITE - ALSACE & FRANCHE-COMTE

19 rue des Cigognes

67960 ENTZHEIM

désigné dans le présent document "coordonnateur S.P.S."

Les entreprises devront suivre ses prescriptions, le non-respect de ces dernières entraînera l'application des pénalités suivantes :

- Suivant C.C.A.P

#### 0.1.2.22 **Transports et levages**

Chaque entrepreneur est tenu d'assurer, à ses frais, ses transports et levages sur le chantier et fournir tous les moyens en hommes et matériels, de toutes espèces, nécessaires à l'exécution des travaux.

Pendant la période où l'entreprise de gros œuvre aura ses engins de levage en service sur le chantier, il pourra, dans le cadre d'une convention inter entreprise, mettre ses engins de levage à la disposition des corps d'état secondaires. Ce service sera assuré aux frais de l'entreprise utilisatrice sur la base d'un montant à l'heure d'utilisation payable directement par l'entreprise utilisatrice à l'entreprise ayant loué son matériel, sans l'intermédiaire du Maître d'œuvre, ni du Maître d'ouvrage.

#### 0.1.2.23 **Essais en laboratoire**

Les entrepreneurs devront faire tous les essais sur leurs matériaux ou ouvrages à la demande du Maître d'œuvre. Le choix du laboratoire doit être validé par le Maître d'œuvre et le Maître d'ouvrage, les frais inhérents à ces essais étant à la charge des entrepreneurs concernés.

Dans le cas où l'entrepreneur ne s'exécute pas par cette clause le Maître d'œuvre ferait faire d'autorité les essais qu'il préconise et les frais relatifs à ces essais seront payés par le Maître de l'ouvrage directement au laboratoire. Le Maître de l'ouvrage se rembourse sur le décompte définitif de l'entreprise concernée le montant payé au laboratoire étant majoré de 10 % pour frais et divers.

#### 0.1.2.24 **Vols - Détournements**

En cas de vols ou détournements éventuels de matériaux ou d'ouvrages sur le chantier. Il appartiendra à l'entrepreneur intéressé de faire établir les procès-verbaux par le Commissaire de Police et de se faire indemniser par ses assurances.

Dans le cas où le vol considéré ne serait pas remboursable dans le cadre de la Police d'assurances de l'entrepreneur. Ce dernier restera responsable de lui-même.

#### 0.1.2.25 **Echantillons**

L'entrepreneur est tenu, dans le mois suivant l'ouverture du chantier, de fournir au Maître d'œuvre et au Maître de l'ouvrage un échantillon de tous les matériaux et ouvrages qu'il propose en fonction des prescriptions des pièces écrites, autres que ceux désignés dans la notice descriptive et qui ne peuvent donner lieu à variante, sans validation du Maître d'œuvre et du Maître d'ouvrage.

Certains échantillons seront présentés sur un tableau décoratif pour approbation du Maître d'œuvre et du Maître d'ouvrage, et les autres livrés sur place dans un endroit désigné par ce dernier.

En cas de vols l'entrepreneur concerné devra obligatoirement le remplacement de l'échantillon lui appartenant disparu ou détérioré.

Les entreprises devront fournir toutes justifications de provenances et de qualités des matériaux. Le Maître d'œuvre pourra faire tous les essais qu'il jugera utile de faire sur les échantillons présentés, essais pouvant aller jusqu'à la destruction de celui-ci. Dans ce cas l'entrepreneur devra le remplacement des échantillons détruits.

#### 0.1.2.26 **Echafaudages**

L'entrepreneur est tenu d'assurer à ses frais tous les échafaudages et les protections qui lui sont nécessaires pour ses propres travaux ou selon P.G.C.

#### 0.1.2.27 **Protection des ouvrages**

L'entrepreneur doit garantir les matériaux, les éléments préfabriqués et les ouvrages exécutés de toutes les dégradations et des avaries qu'il pourrait éprouver par suite des intempéries et pour toute autre cause, celui-ci reste responsable de la conservation de tous ses matériaux et ouvrages jusqu'à la réception des travaux, nonobstant les dispositions du C.C.A.P., quant à la garantie après la réception des travaux.

Tous les vols d'appareils, matériaux et dégradations seront sous la seule responsabilité de l'entrepreneur conformément aux articles ci avant. L'entrepreneur ne pourra se prévaloir d'un vol pour retarder l'exécution des travaux ou de réparations car, comme il est dit aux articles précités, il restera seul responsable et il lui appartiendra de prendre toutes ses dispositions pour mettre tous ses outillages, matériaux, etc., dans un dépôt fermé.

#### 0.1.2.28 **Qualification et Gestion de la qualité**

##### 0.1.2.28.1 Qualification

Les entreprises et sous-traitant intervenant sur le chantier devront avoir la qualification minimum exigée (Voir C.C.A.P.).

##### 0.1.2.28.2 Gestion de la qualité

Chaque entreprise soumissionnaire aura l'obligation de désigner un responsable qualité. Elle devra et aura à sa charge le contrôle et le suivi de ses travaux, l'établissement de Fiches d'Autocontrôles, d'actions préventives et correctives et de conformité avec le dossier (CCTP, plans d'exécution et de détails), que le Maître d'Œuvre d'Exécution pourra réclamer.



0.1.2.28.3 **Fourniture des documents par l'entrepreneur**

Au plus tard un mois avant la réception des travaux l'entrepreneur devra fournir au Maître de l'ouvrage une documentation technique complète conforme à l'exécution, sur les ouvrages réalisés par lui et ce par l'intermédiaire du Maître d'œuvre, soit :

- Les plans d'ensembles et de détails architecturaux.

Les dispositions du présent article viennent en plus de celles données dans les CCTP de chaque corps d'état. Les documents indiqués à l'alinéa ci-dessus devront être fournis sur clef USB

Aucun décompte définitif ne sera payé à l'entrepreneur sans la fourniture des pièces demandées au présent article.

0.1.2.29 **Réception**

Les contrôles et les réceptions seront faits conformément aux termes du C.C.A.P

0.1.2.30 **Délai de garantie**

Les délais de garanties seront conformes aux termes du C.C.A.P.